

# Le Brexit suspendu à un « filet de sécurité » pour double l'Irlande

Arrivant au sommet européen dont la première partie, mercredi soir, était exclusivement consacrée au Brexit, la Première ministre britannique Theresa May a déclaré croire « qu'un accord est réalisable ». Le Premier ministre néerlandais était « prudemment optimiste ». Charles Michel pointait que l'inquiétude des 27 était de savoir si un accord pourra être accepté au Parlement britannique. Le président français Emmanuel Macron s'attendait à ce sujet que « la Première ministre britannique dise ce qui peut être accepté compte tenu de sa situation politique ». Quant à Michel Barnier, le négociateur en chef de l'UE qui allait, selon un diplomate, « jouer un rôle majeur » en informant les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement, il n'avait que deux mots à la bouche : « calme et patience ». Une patience qu'il prône depuis deux jours en évoquant l'objectif d'atteindre un « deal » sur le Brexit « dans les prochaines semaines »...

Quel serait cet accord possible alors que dimanche dernier, les négociateurs britanniques et européens s'étaient séparés sur ce que certains diplomates qualifiaient d'« échec » ? Selon de nombreuses sources diplomatiques, c'est tout de même bien sur la base du schéma de compromis auquel avaient abouti les négociateurs techniques dimanche dernier que Londres et l'UE vont poursuivre la négociation.

Autant prévenir : il faut s'accrocher pour comprendre le dispositif complexe qui est au cœur de la négociation. En l'occurrence, c'est désormais d'un « double filet de sécurité », ou « double backstop », dont il est question pour éviter le retour d'une frontière intra-irlandaise une fois que le Royaume-Uni, auquel appartient l'Irlande du Nord, sera sorti de l'UE. Dans un pré-accord conclu en mars dernier, l'UE avait obtenu de Londres que l'Irlande du Nord continuerait dans les faits à faire partie du Marché unique de l'UE tant qu'un traité fixant la nouvelle relation commerciale entre l'UE et le Royaume-Uni ne prévoira pas une autre solution. C'est ce qui a été appelé le « backstop ».

**Autant prévenir : il faut s'accrocher pour comprendre le dispo-**

**sitif complexe qui est au cœur de la négociation.**

Mais comme ce dispositif aurait pour effet d'instituer un statut différent, et donc une frontière de fait, pour les marchandises entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni – inacceptable pour le parti unioniste nord-irlandais dont les voix sont indispensables à la survie du gouvernement May –, les Britanniques ont proposé que ce soit l'ensemble du Royaume-Uni qui reste dans l'Union douanière européenne. Du moins jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité commercial entre l'UE et son ancien Etat membre.

Longtemps réticente, l'UE a fini par en accepter l'idée : pas pour la substituer au « backstop » irlandais de base, mais comme filet de sécurité additionnel. Le motif est double. D'abord, la décision du maintien, même temporaire, du Royaume-Uni dans l'Union douanière ne peut juridiquement se faire dans le cadre de l'accord de retrait du Royaume-Uni : celui-ci doit régler son retrait et non son maintien ! Deuxièmement, la conclusion d'une union douanière même à durée limitée entre le Royaume-Uni et l'UE demandera du temps, qui dépassera la période de transition prévue pour s'achever fin 2020.

Le « double backstop » consisterait dès lors d'une part, en ce « filet de sécurité » irlandais, inscrit dans le traité de sortie du Royaume-Uni. Et, d'autre part, dans une promesse, inscrite dans une déclaration annexée au traité de sortie que l'UE acceptera de négocier, une union douanière avec le Royaume-Uni.

Mais un autre problème se greffe sur cette idée récente de « double filet de sécurité » : sa durée dans le temps. Pour l'UE, le principe même de filet de sécurité est qu'il doit tenir jusqu'à ce qu'un traité commercial futur règle définitivement l'évitement d'une frontière dure entre les deux Irlandes. Les Britanniques, par contre, jugent que le second « backstop » risque de les emprisonner indéfiniment dans une union douanière avec l'UE alors que le gouvernement de Theresa May a décidé sous pression de ses « Brexiters » que le pays devra quitter tant le Marché unique que l'Union

douanière européenne...

Pour l'UE, c'est le Royaume-Uni qui doit opérer ses propres choix : s'il préfère effectivement le second « backstop », il devra accepter que celui-ci ne soit pas limité à une échéance fixée au préalable. Les Britanniques devront aussi se résigner à l'idée que tant qu'ils feront partie d'une union douanière avec l'UE, ils ne disposeront pas de la faculté de nouer des accords commerciaux avec d'autres pays...

Voilà pourquoi les 27 s'inquiètent de la capacité de Theresa May, dans le cadre d'une équation dont tous les éléments sont maintenant sur la table, à faire accepter l'accord à son Parlement... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## PLANS D'URGENCE

### Les préparatifs à un Brexit brutal

Si les 27 chefs privilégient toujours le scénario où ils concluront dans les semaines prochaines un accord sur une sortie ordonnée du Royaume-Uni, ce sommet est le premier où le scénario du « no deal » (pas d'accord), c'est-à-dire d'une sortie brutale, a commencé à être étudié.

Car si plus personne ne semble vouloir fixer une échéance à la négociation, afin d'éviter d'en faire un sujet qui pollue la négociation de fond, il reste une réalité : le temps passe et l'incertitude, notamment pour les entreprises, ne peut plus durer. « Il y a un point de non-retour, expliquait un diplomate européen de haut rang, et il se situe entre novembre et décembre, où il faudra mettre en œuvre les mesures. » (Notamment aux passages aux frontières, ou sur les transports aériens.) « Or une fois que ces mesures seront activées, on ne pourra plus revenir en arrière. »

Mercredi soir, Jean-Claude Juncker devait informer les chefs d'Etat ou de gouvernement du train de mesures que la Commission a préparées pour remédier aux pires situations découlant de ce Brexit brutal.

J.K.Z

## Italie L'autre pays à problème du sommet

Un haut diplomate l'annonçait sans ambages à quelques heures du début du Conseil européen : « *Le sommet sera difficile en raison de deux pays, le Royaume-Uni et l'Italie.* »

Passé la soirée de mercredi, consacrée au Brexit et donc au Royaume-Uni de Theresa May (voir ci-contre), l'Italie allait se retrouver à son tour dans le rôle du mouton noir lors des deux Conseils européens formels de la journée de jeudi : la réunion ordinaire à 28 le matin, et un sommet de la zone euro en format dit « inclusif » à 28, lors du déjeuner.

Le matin, c'est lors du débat sur la migration que Giuseppe Conte, le Premier ministre italien, risque de se retrouver sur la sellette. Les chefs d'Etat ou de gouvernement doivent en effet – pour la énième fois – tenter de progresser vers un compromis politique sur le paquet migratoire toujours enlisé.

La réforme du règlement de Dublin, qui devrait prévoir des mécanismes d'urgence de partage de réfugiés entre Etats membres lorsqu'un Etat de première ligne est débordé, reste bloquée par les pays d'Europe centrale. Mais depuis l'été dernier, l'Italie, dirigée par le nouveau gouvernement anti-système, a cessé de laisser entrer dans ses ports les bateaux chargés de migrants sauvés en Méditerranée. La question des débarquements en Méditerranée est depuis devenue une nouvelle source de différend.

« *Sur la question de ces sauvetages en mer, une solution est possible, explique une source européenne. Mais la question est de savoir si l'Italie veut une solution ou non.* » En clair : beaucoup suspectent Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur, homme fort du gouvernement et patron de la Ligue (extrême droite), qui use abondamment de la question migratoire pour flatter avec succès son électeurat et accuser l'Europe de manquer de solidarité, de cultiver un problème qui lui sert électoralement plutôt que de chercher à le régler... Ce problème rejaillit négativement sur le dossier crucial de la réforme du règlement de Dublin. « *Si on travaille vers une solution de consensus à 28, on peut adopter cette réforme par un vote à la majorité qualifiée à 24, juge notre source. Mais il faut que l'Italie soit à bord.* »

Un nouveau « problème italien », potentiellement encore plus explosif, vient de surgir : le budget que Rome vient de faire parvenir, comme tous les autres Etats de la zone euro, pour vérification à la Commission européenne. Un budget « pour le peuple » dont le déficit a été arrêté à 2,4 %, alors que les engagements antérieurs de l'Italie vis-à-vis de l'UE tablaient sur un déficit maximal de 0,8 %.

**Un risque de « tuer tout le débat sur l'approfondissement de la zone euro », selon**

**une source européenne**

Formellement, la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour : les dirigeants de l'UE doivent, à la demande de la France dont c'est le projet fétiche, débattre de la réforme de la zone euro (budget commun, achèvement de l'union bancaire...). L'examen des budgets nationaux est quant à lui opéré par la Commission européenne, laquelle dispose de quinze jours depuis le 15 octobre pour rendre ses avis. (Il est d'ailleurs acquis que la Commission devra rejeter le budget présenté par Rome.) « *Mais je ne vois pas comment le président de la Commission européenne pourra éviter de parler de ce problème au Conseil, avance un diplomate. Si on ne le fait pas, les marchés financiers vont s'en charger de leur côté...* »

L'atterrissage du budget italien sur la table des dirigeants de l'UE ce jeudi midi pourrait par ricochet produire un autre effet : « *Les pays partisans d'une réduction des risques (les pays faucons de la discipline budgétaire, NDLR) risquent d'en faire un cas et de tuer tout le débat sur l'approfondissement de la zone euro.* » Un approfondissement censé, à terme, augmenter la solidarité financière entre Etats membres face aux risques de crises... ■

J.Kz

## commerce « Le président Trump va finir par perdre patience »

ECLAIRAGE

Le méga-accord commercial que les plus chauds partisans du Brexit font miroiter avec les Etats-Unis, au nom de la « relation spéciale » qui lierait les deux pays, risque de ne pas être une partie de plaisir pour Londres. Non seulement en raison du déséquilibre du rapport de forces entre les deux économies. Mais, aussi, parce que les Etats-Unis de Donald Trump ont adopté une ligne intraitable, voire menaçante, s'agissant des relations commerciales bilatérales... En témoignage, à nouveau, la canonnade tirée mercredi à Bruxelles par ses émissaires. Contre l'Union européenne.

« *La patience du président n'est pas illimitée, a averti le secrétaire au Commerce Wilbur Ross, lors d'un point presse avec quelques journalistes, dont Le Soir. Nous avons vraiment besoin de progrès tangibles* » avec l'UE, près de trois mois après la trêve convenue le 25 juillet à la Maison-Blanche entre Trump et le président de la Commission européenne Juncker.

Les Etats-Unis « ne montrent pas un grand intérêt » à engager la discussion, si bien que « *la balle est dans leur camp* », comme accusait peu auparavant la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström ? C'est l'inverse, tonne l'ambassadeur US auprès de l'UE Gordon

Sondland, qui accompagnait le responsable de l'administration. « *La balle est carrément dans le camp européen !* » Et de mettre en garde : « *Avec des déclarations comme cela, le président va finir par perdre patience.* »

Voilà qui ravivera le spectre d'une nouvelle salve de tarifs douaniers imposés unilatéralement aux Européens, sur les voitures, alors que les exportations d'acier et d'aluminium européens ont déjà été frappées. D'autant que Ross rappelle qu'UE et Etats-Unis ont convenu de ne pas s'appliquer de nouveaux droits de douane tant que les discussions sont « satisfaisantes ». Or, « *les choses n'avancent aucunement* » pour Sondland.

**Le mantra du président**

Un diplomate européen che-

vronné confirme l'ambiance : dans ce contexte agressif, une négociation commerciale avec les Etats-Unis serait « *périsseuse pour le Royaume-Uni* ». Wilbur Ross relève, pour sa part, que « *nous avons toujours dit que nous sommes totalement préparés à négocier avec le Royaume-Uni* ». « *Bien sûr, souligne le secrétaire au Commerce, Londres n'est pas autorisé à négocier (un accord commercial) avant*

*le Brexit, le 29 mars 2019.* » Un tel accord ne pourrait par ailleurs pas entrer en vigueur tant qu'une période de transition avec le maintien du Royaume-Uni dans l'Union douanière se poursuivra.

Quoi qu'il en soit, Donald Trump a mandaté mardi son ad-

ministration d'avertir le Congrès : les Etats-Unis veulent officiellement négocier des accords de libre-échange avec le Royaume-Uni, l'UE et le Japon. Avec Londres, Washington évoque un accord « ambitieux », qui éliminerait les barrières tarifaires et non tarifaires sur les services et les marchandises, et renforcerait les « liens d'investissements ». Avec l'UE, le mantra du président se répète : les difficultés rencontrées par les exportateurs américains dans « des secteurs clés », « depuis des décen-

nies », « conduisant à des déséquilibres commerciaux chroniques américains avec l'UE ».

« Nous nous engageons à conclure ces négociations (avec l'UE) avec des résultats substantiels pour les consommateurs, le monde des affaires, les fermiers, les ranchers, et les travailleurs américains », indique la lettre au Congrès du représentant spécial US au Commerce Lighthizer.

Voilà la pomme de discorde entre Européens et Américains.

L'UE n'envisage qu'une négocia-

tion « limitée », centrée sur les droits de douane sur des biens industriels, conformément à l'accord de juillet – qui excluait même les automobiles du spectre d'une éventuelle négociation. Une coopération sur les normes pour quelques produits, « comme les instruments médicaux », est également possible.

Les Américains, eux, réveillent le fantôme du TTIP, ce projet-mammouth d'« Otan économique ». L'agriculture doit être sur la table des négociations d'un « accord exhaustif », insistent

Ross et Sondland au nom du président. C'est une « ligne rouge » pour les Européens. D'autant que le secrétaire au Commerce insiste : le protectionnisme, c'est autant les douanes que ces normes sanitaires et phytosanitaires européennes, qui barrent la route aux exports US d'OGM et autre poulet chloré. Autant de réticences qui ne reposeraient pas « sur la science », selon les Américains. Lesquels espèrent que les Britanniques seront bientôt débarrassés de ces législations européennes... ■

PHILIPPE REGNIER